

Une autre histoire de la puissance américaine

PHILIP GOLUB

Une autre histoire
de la puissance
américaine

TRADUIT DE L'ANGLAIS (ÉTATS-UNIS)
PAR CLAUDE ALBERT

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

Ce livre a été publié en 2010 en anglais chez Pluto Press sous le titre
Power, Profit and Prestige. A History of American Imperial Expansion

ISBN 978-2-02106168-0

© ÉDITIONS DU SEUIL, NOVEMBRE 2011, POUR LA LANGUE FRANÇAISE

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

à Nancy Spero et Leon Golub

Introduction

Cet ouvrage cherche à donner un sens à la trajectoire du système international dans l'après-Guerre froide et plus encore à rendre compte, selon l'expression judicieuse de Raymond Aron, du rôle de la « république impériale » américaine dans la mondialisation. Il a été achevé au beau milieu de l'effondrement du système financier américain et de la crise économique mondiale la plus grave depuis les années 1930. Si, au moins pour le moment, les autorités de régulation ont réussi à empêcher une dépression mondiale grâce à des interventions d'une ampleur sans précédent, ces dernières ont entraîné de nouveaux déséquilibres majeurs, notamment un fort endettement des États dans la plupart des pays les plus développés, qui grèvent leur croissance, mettent les systèmes sociaux en tension, et annoncent de fortes turbulences futures. La gravité de la situation n'est certes pas comparable à celle des années 1930 mais, en l'absence d'autorités universellement reconnues et d'institutions de gouvernance globale légitimes, la crise a accentué la fragmentation du système international en stimulant des replis nationalistes plus ou moins marqués selon les pays, qui se traduisent par des politiques économiques non coopératives. Il est trop tôt pour dire jusqu'où ira la désintégration, mais il paraît clair que la mondialisation de la fin du xx^e siècle a commencé à s'effriter.

La crise marque en effet un arrêt sinon un renversement du processus d'intégration économique mondiale qui a fait suite à la dissolution de l'Union soviétique en 1991. Elle représente un

revers important pour les États-Unis qui en étaient le cœur dynamique, d'autant qu'elle vient s'ajouter à la crise de légitimité provoquée par les guerres impériales de l'administration Bush et à ses efforts méthodiques de déconstruction de l'ordre international politique et juridique érigé en 1944-1945. Le désordre planétaire causé par l'effondrement de leur système financier a gravement compromis la prétention des États-Unis au leadership économique mondial. Ceux-ci ne sont plus en mesure, comme dans les années 1990, de définir les normes et les cadres économiques dominants, et moins encore d'affirmer la possible concordance entre les intérêts nationaux américains et l'intérêt universel.

Ces dimensions économiques et politiques de la turbulence mondiale actuelle sont inextricablement liées. Si les objectifs de puissance de l'État et la logique déterritorialisée du capital, entrelacés « de façon complexe et parfois contradictoire¹ », peuvent parfois sembler diverger, la mondialisation de la fin du xx^e siècle s'est néanmoins instituée grâce à une convergence de visions et d'intérêts entre les firmes transnationales, les institutions multilatérales et l'État américain. Cette dernière s'est manifestée par une volonté commune de constituer un marché mondial unifié dans le cadre d'un modèle économique néo-libéral dominant (le « Consensus de Washington » aujourd'hui défunt) et d'ouvrir ainsi la voie au « deuxième âge d'or du capitalisme global », selon l'expression d'un économiste américain, et à un nouveau « siècle américain ».

À la recherche d'un champ d'action universel, le capital transnational requérait la puissance et l'autorité de l'État fédéral pour lever les obstacles, politiques et institutionnels, à l'expansion du marché mondial. La galaxie d'acteurs internationaux et transnationaux qui gravitait autour du centre, et dont l'industrie financière américaine était le cœur, constituait ce que Susan Strange a

1. David Harvey, *The New Imperialism*, New York, Oxford University Press, 2003, p. 29.

qualifié de « base » naturelle de « l'Empire transnational américain » et voyait dans les États-Unis une source d'autorité et un garant de ses intérêts¹. Pour sa part, l'État américain engrangeait les bénéfices de l'affaiblissement des modèles capitalistes dirigistes concurrents et de la « tendance inexorable au capitalisme de marché », qu'Alan Greenspan s'aventura à prévoir lors de la « crise financière asiatique » de 1998, puisque la libéralisation et la mobilité des capitaux renforçaient la capacité des États-Unis à façonner les comportements et à obtenir des résultats favorables aux intérêts économiques et politiques américains. Stephen Walt, de l'Université Harvard, ne s'y est pas trompé : au cours des années 1990, les autorités américaines « ont vu dans la puissance incontestée dont elles disposaient l'occasion de modeler l'environnement international, de renforcer encore la position américaine et de récolter des bénéfices encore plus importants à l'avenir », en usant d'un mélange de persuasion et de coercition pour amener « le plus de pays possible à embrasser leur vision particulière d'un ordre mondial libéral-capitaliste² ». De concert avec les institutions multilatérales au sein desquelles son influence était alors prédominante, et des clubs privés transnationaux comme le Forum économique mondial, l'État américain a fixé l'agenda et joué un rôle décisif en faisant progresser la libéralisation globale, dont il a établi le cadre et imposé les règles.

Ainsi les États-Unis se sont retrouvés au centre d'une constellation complexe mais cohérente, regroupant acteurs publics et privés nationaux et transnationaux, qui reposait *in fine* sur l'autorité politique internationale des États-Unis.

En raison des différentiels de pouvoir et de souveraineté au sein du système international, la libéralisation globale a eu des

1. Susan Strange, « Towards a Theory of Transnational Empire », in Ernst-Otto Czempiel et James N. Rosenau (dir.), *Global Changes and Theoretical Challenges. Approaches to World Politics for the 1990s*, Lanham, Md., Lexington Books, 1989, p. 161-176.

2. Stephen M. Walt, *Taming American Power. The Global Response to US Primacy*, New York, W.W. Norton, 2006, p. 30.

impacts asymétriques, selon la nature de l'insertion des pays dans la division internationale du travail et l'autonomie politique relative de leurs États. Les États les plus faibles ont été inexorablement soumis aux politiques décidées par une poignée de pays dominants. Conditionnés par les forces du marché mondial, et impuissants devant des décisions sur lesquelles ils n'avaient aucun contrôle, ils ont vu leurs systèmes nationaux remis en question.

Même les pays industrialisés d'Extrême-Orient, les « États développeurs » dont le dirigisme et la sortie réussie du « tiers monde » pendant les premières décennies de Guerre froide ont été encouragés par les États-Unis, se sont trouvés face à un défi durable. À la fin des années 1980, Strange remarquait ainsi que « toutes les décisions concernant la régulation des opérateurs et des intermédiaires du marché, qui étaient auparavant majoritairement la prérogative de chaque gouvernement national, sont maintenant réparties inégalement entre les gouvernements des pays les plus grands et les plus riches, parmi lesquels les États-Unis sont de loin le plus important¹ ». Une décennie plus tard, alors que la libéralisation était à son apogée, peu avant la « crise financière asiatique », la puissance de prérogative des États-Unis était devenue encore plus manifeste.

À l'orée du nouveau millénaire, Robert Wade soulignait que la mobilité et la libéralisation du capital « [avait libéré] le gouvernement américain des contraintes tout en imposant à tous les autres des contraintes encore plus grandes² ». Cette règle a souffert en réalité d'importantes exceptions : quelques grands acteurs « émergents » qui n'étaient pas pris dans les mailles de réseaux de contraintes et de contrôle, comme la Chine, ont pu, grâce à un processus progressif et maîtrisé d'internationalisation économique, canaliser les flux de capitaux vers des objectifs de déve-

1. Strange, « Towards a Theory », p. 167.

2. Robert Wade, « The American Empire and its Limits », *DESTIN Working Papers Series*, n° 02-22, Londres, London School of Economics, 2002.

loppement endogène¹. Toutefois, dans la majorité des cas, la libéralisation globale a fourni aux États-Unis un levier puissant leur permettant d'exercer une forte emprise sur les choix des autres pays.

COMPORTEMENTS EXPANSIONNISTES

La politique de libéralisation économique mondiale poursuivie par les gouvernements américains successifs, notamment l'administration Clinton, et la politique de puissance (*power politics*) poursuivie par l'administration George W. Bush représentent des formes distinctes de comportement expansionniste. La première impliquait la recherche pacifique mais néanmoins coercitive de l'avantage économique et du leadership idéologique. Enveloppée dans un discours soyeux sur l'interdépendance et la convergence qui en masquaient les finalités égoïstes, la libéralisation économique mondiale voulue par les États-Unis nécessitait un minimum de consentement, du moins au niveau des élites, de même qu'elle requérait le renforcement des institutions, publiques et privées, de gouvernance de la mondialisation. La seconde relevait d'un effort expansionniste plus ouvertement prédateur et fort peu libéral, au sens politique du terme, destiné à exploiter l'extraordinaire déséquilibre militaire d'après 1991 et à établir un ordre mondial disciplinaire sous contrôle exclusif américain.

Ces deux modes d'exercice du pouvoir reflétaient les préférences de secteurs élitaires différents : d'un côté, les milieux sociaux internationalisés, parties prenantes du système économique mondialisé (les « internationalistes libéraux » selon les

1. L'internationalisation et la libéralisation depuis le début des années 1980 ont entraîné des déséquilibres sociaux et spatiaux importants, mais l'État n'a jamais perdu le contrôle de la situation, comme cela a été le cas de pays postcoloniaux plus vulnérables. Cette question est abordée dans le chapitre 7.

catégories traditionnelles de la science politique) et, de l'autre, les secteurs ultranationalistes (« souverainistes ») de l'élite du pouvoir, selon l'expression bien connue de C. Wright Mills, liés au complexe militaro-industriel. La recherche du monopole par la force, entreprise à côté de laquelle la libéralisation économique globale paraît une utopie plutôt douce, requérait, comme l'écrit Stanley Hoffmann, la destruction des « principaux schémas de coopération [établis en 1945] destinés à introduire un semblant d'ordre et de modération dans la jungle des conflits internationaux traditionnels¹ ». Ces objectifs de puissance ne pouvaient se réaliser sans faire litière de la coopération institutionnalisée et du droit international, tous deux explicitement rejetés par Condoleezza Rice lors de la campagne électorale de 2000 comme étant des « normes illusoire du comportement international ».

Pour le dire autrement, l'agenda libéral internationaliste entretenait le mythe de l'égalité et du pluralisme dans des conditions d'asymétrie de puissance considérable et grandissante, tandis que la politique des seconds affirmait ouvertement la domination. Les distinctions entre ces deux formes d'expansionnisme sont importantes, et produisent des résultats différents. Cela dit, elles étaient toutes deux fondées sur la coercition et l'immixtion, affectant l'autonomie des États plus faibles et remettant en question les structures sociales des sociétés qui les ont subies. Les deux étaient « impériales » au sens strict du terme (voir plus bas), et supposaient que les États-Unis avaient le pouvoir et le droit de refaire le monde à leur propre image, d'affirmer ou d'imposer leurs préférences.

Les internationalistes libéraux tout comme les expansionnistes ultranationalistes qui se sont succédé à la tête des États-Unis après 1991 interprétèrent la fin de la Guerre froide comme une « victoire » historique de portée considérable, comparable à

1. Stanley Hoffmann, « America goes Backward », *The New York Review of Books*, vol. 50, n° 10, 12 juin 2003.

l'internationalisation des États-Unis (*rise to globalism*) pendant et juste après la Seconde Guerre mondiale. Ils virent dans la configuration inédite d'« unipolarité » résultant de la chute de l'URSS l'occasion historique de consolider, certes de manière différente, des avantages comparatifs ou d'acquérir des positions nouvelles, d'étendre encore plus loin l'influence et la puissance déjà considérables des États-Unis. Comme leurs prédécesseurs du début du ^{xx}e siècle, les courants internationalistes et nationalistes nourrissaient tous deux des « visions de suprématie mondiale », pour reprendre le jugement d'Edward Hallett Carr émis au sujet de Woodrow Wilson et de ses détracteurs nationalistes-expansionnistes¹.

Comme nous le verrons dans le chapitre 6, à la fin des années 1990, les porte-parole de tous les grands courants de l'élite au pouvoir comparaient en effet couramment les États-Unis aux « plus grands empires du passé » (Henry Kissinger), et des forces expansionnistes influentes se mirent à rêver d'un nouveau « siècle américain » et d'une nouvelle *Pax Americana*, plus étendue encore que celle d'après 1945. Cette tendance était particulièrement marquée du côté droit du spectre politique et au sein du vaste complexe de sécurité nationale. Toutefois, malgré leurs différences, tous les grands courants d'opinion de l'élite américaine avaient pour objectif de consolider ou d'étendre la « primauté » des États-Unis. En d'autres termes, les deux formes d'expansion étaient des expressions différentes d'une *Weltanschauung* impériale commune dont les racines plongent loin dans l'histoire américaine. Ce sont ces deux formes qui, empruntant divers canaux, ont stimulé un nouveau désordre mondial et généré la crise de légitimité que connaissent actuellement les États-Unis.

Aujourd'hui, l'emprise américaine s'est relâchée, tandis que la cohérence et l'autorité de la constellation de puissance qui

1. Edward Hallett Carr, *The Twenty Years' Crisis, 1919-1939. An Introduction to the Study of International Relations*, New York, Palgrave, 2001 [1939], p. 215.

sous-tendait la mondialisation de la fin du ^{xx}^e siècle se sont délitées. La belligérance de l'administration Bush a entraîné un contrecoup politique quasi planétaire, le reste du monde interprétant lucidement la politique d'expansion militaire comme un effort destiné à entraver le pluralisme et à établir un nouvel ordre placé sous une autorité mondiale disciplinaire unique. Dans le même temps, l'abandon et la violation du droit humanitaire international ont remis en cause le caractère libéral démocratique de l'État américain. Durant les premières années du ^{xxi}^e siècle, les États-Unis ont semblé ainsi se métamorphoser en Léviathan militaire imprévisible et autoritaire. Ayant provoqué, par une forme différente de comportement prédateur, la première crise systémique depuis les années 1930, la finance transnationale centrée aux États-Unis a remis en cause l'une des dimensions structurelles du pouvoir américain, sa capacité à définir et établir l'agenda mondial (*global agenda setting*) et à définir le cadre de la gouvernance de l'économie mondiale. Certes, les États-Unis ont gardé le « privilège exorbitant » d'être en mesure de financer leur dette dans leur propre monnaie, puisque le dollar demeure la principale monnaie de réserve du monde, mais jamais ils n'ont autant dépendu des décisions des pays créditeurs, la Chine en particulier, pour financer leurs déficits en forte progression. Même s'ils résistent à la tempête aussi bien, ou mieux, que d'autres pays, les États-Unis ne sont plus en position de pouvoir décider unilatéralement, comme ce fut le cas dans les années 1970, de transformer les conditions dans lesquelles opère l'économie mondiale en transférant les coûts d'ajustement de la crise au reste du monde. Par conséquent, venant s'ajouter au désordre causé par l'expansionnisme militaire, l'effondrement du système financier occidental met un terme humiliant au moment unipolaire.

UNE APPROCHE DE SOCIOLOGIE HISTORIQUE

La théorie n'a d'utilité que si elle rend compte de phénomènes sociaux inexpliqués, en identifiant des logiques sous le flux des événements. Peter Katzenstein a très justement souligné, au milieu des années 1990, que la fin inattendue de la Guerre froide avait révélé l'incapacité de toutes les théories des relations internationales « à nous aider à expliquer entièrement [...] les changements spectaculaires qui se sont produits dans la politique mondiale depuis le milieu des années 1980¹ ». Le même constat vaut pour les bouleversements ultérieurs tout aussi inattendus qui ont eu lieu depuis 1991, débouchant sur la crise actuelle et auxquels la théorie n'a pas su répondre. Différentes interprétations du comportement américain ont été proposées, au pouvoir explicatif plus ou moins grand, mais aucune ne semble entièrement satisfaisante. Si on laisse de côté les explications paresseuses qui écartent purement et simplement les guerres américaines récentes comme des « aberrations » ou des « erreurs », parmi tant d'autres depuis 1945, il faut faire état ici de trois interprétations plus solides.

La première, néo-réaliste, part du postulat mécaniste selon lequel le comportement international des États est conditionné par le dilemme de sécurité inhérent à la structure anarchique du système international, c'est-à-dire l'absence d'autorité supérieure permettant de réguler la compétition interétatique. Cherchant à survivre, tous les États tentent ainsi de maximiser leur puissance au détriment des autres. Les États étant programmés pour le conflit et la recherche de gains relatifs, la politique internationale se réduit à un jeu à somme nulle. Les tenants de cette école, très prégnante dans les milieux universitaires américains,

1. Peter J. Katzenstein, « Introduction », in Peter J. Katzenstein (dir.), *The Culture of National Security. Norms and Identity in World Politics*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 2006, p. 2.

ont ainsi analysé le comportement de l'administration Bush comme l'inévitable et simple expression de l'asymétrie de puissance qui a suivi la dissolution de l'Union soviétique. Kenneth Waltz, figure néo-réaliste prééminente, a formulé cette idée des plus clairement en arguant que l'« aspiration dictatoriale » des États-Unis provenait tout simplement du déséquilibre de puissance nouvellement créé et du relâchement des contraintes externes limitant habituellement l'action internationale souveraine et unilatérale de l'État. La disparité de puissance, écrit-il, « engendre le despotisme sur le plan domestique et à l'extérieur [...] la disparition de l'équilibre a déchaîné les impulsions de la dernière grande puissance. La supériorité nourrit le désir de l'utiliser. L'aspiration dictatoriale, du dirigeant ou du pays, consiste à perpétuer la suprématie et à transcender les processus de l'histoire »¹.

Ce schéma déterministe et anhistorique, qui se veut positif, aboutit à un modèle newtonien d'interaction des unités du système, les États-nations ou leurs équivalents fonctionnels pré-modernes évoluant tels des automates dans des « structures systémiques abstraites »². L'histoire mondiale étant la répétition permanente du même, la volonté américaine d'établir « l'hégémonie, la primauté ou l'empire » relevait selon Robert Jervis d'une action « normale, quoique malheureuse », de la part d'un « État normal ayant acquis une position de domination »³.

La deuxième explication, sociologique, se fonde au contraire sur l'analyse des structures sociales domestiques américaines. Elle trouve son inspiration dans les travaux de Mills sur l'élite du pouvoir et de ceux, antérieurs, de Joseph Schumpeter sur le

1. Kenneth Waltz, « Neorealism : Confusions and Criticisms », *Journal of Politics and Society*, vol. 15, n° 1, 1993, p. 2-6.

2. Peter J. Katzenstein, « Taming of Power : German Unification, 1989-1990 », in Meredith Woo-Cumings et Michel Loriaux (dir.), *The Past as Prelude. History in the Making of a New World Order*, Boulder, Colo., Westview Press, 1993, p. 59-81.

3. *Ibid.*, p. 380.

militarisme et le caractère intrinsèquement expansionniste de la « machine de guerre ». Dans le cas américain, l'expansionnisme guerrier trouverait sa source dans l'existence d'un establishment ou complexe militaro-industriel qui, selon Mills, se nourrit « de la guerre ou d'un état avancé de préparation à la guerre », et qui nécessite pour son autoperpétuation un état d'« urgence sans fin prévisible »¹. Ou, selon la formule élégante de Schumpeter, une machine militaire qui a été « créée par des guerres qui en avaient besoin » et qui crée ensuite « les guerres dont elle a besoin »². Andrew Bacevich a été le principal défenseur de cette thèse dans les débats théoriques récents, interprétant l'expansionnisme américain comme l'expression d'un « nouveau militarisme américain », émanant des structures de pouvoir constituées pendant la Guerre froide, le complexe militaro-industriel et l'État de sécurité nationale, qui ont « remodelé tous les domaines de la vie américaine » pour finalement conduire au « mariage entre métaphysique militaire et ambition eschatologique ».

Bacevich affirme ainsi que l'expansionnisme de l'administration Bush était une expression exacerbée mais non aberrante d'un militarisme bipartisan « profondément enraciné dans le passé américain », et qu'une « prédisposition militariste existait déjà et dans les milieux officiels et chez les Américains en général ». Cette prédisposition aurait été accentuée par des modes de consommation et un style de vie qui exigent le contrôle d'une part prédominante des ressources énergétiques mondiales, dépendance conduisant le pays à étendre constamment ses engagements stratégiques mondiaux³.

1. C. Wright Mills, *The Power Elite*, New York, Oxford University Press, 2000 [1956].

2. Joseph A. Schumpeter, *Imperialism and Social Classes. Two Essays by Joseph Schumpeter*, New York, Meridian Books, 1966, p. 25.

3. Andrew Bacevich, *The New American Militarism*, New York, Oxford University Press, 2005. Voir aussi Michael Mann, *Incoherent Empire*, Londres, Verso, 2003 ; Chalmers Johnson, *The Sorrows of Empire. Militarism, Secrecy, and the End of the Republic*, New York, Metropolitan, 2004.

Enfin, l'approche macrosociologique néo-marxiste proposée par Immanuel Wallerstein, fondateur de la théorie des systèmes mondiaux, part de l'hypothèse selon laquelle nous assistons actuellement à la fin du « cycle hégémonique » américain. Les turbulences mondiales et les soubresauts de la politique extérieure dans la dernière période s'expliqueraient comme la réaction d'une puissance hégémonique en déclin face à une mutation structurelle : la redistribution de la richesse et de la puissance en faveur de l'Europe et de l'Asie amorcée à la fin des années 1960. Articulée de diverses manières par Wallerstein et Giovanni Arrighi, cette hypothèse se fonde sur une lecture historique des cycles de montée en puissance et de déclin des États « hégémoniques mondiaux », rythmés par les crises générales et les restructurations récurrentes de l'économie capitaliste mondiale. Elle repose sur deux postulats étroitement liés. Le premier veut que « l'économie mondiale capitaliste a connu une crise structurelle en tant que système historique » à partir de la fin des années 1960, crise qui culminerait aujourd'hui¹ ; le deuxième tient que cette crise coïnciderait avec le « déclin » relatif des États-Unis. Dans la lecture d'Arrighi, ces moments de « chaos systémique » créent les conditions dans lesquelles l'opportunité de devenir hégémonique « se présente à un État ou au groupe d'États en mesure de satisfaire à la demande d'ordre générale du système »². Ainsi l'expansionnisme américain de l'après-Guerre froide aurait représenté la dernière d'une série de « bulles [ayant ponctué] la crise terminale de l'hégémonie américaine » qui aurait débuté à la fin des années 1960³.

Cette brève esquisse ne rend évidemment pas justice à la complexité des arguments ni à la diversité des points de vue expri-

1. Immanuel Wallerstein, « The Three Instances of Hegemony », in *The Essential Wallerstein*, New York, The New Press, 2000, p. 263.

2. Giovanni Arrighi, *The Long Twentieth Century. Money, Power and the Origins of our Times*, Londres, Verso, 1994.

3. Giovanni Arrighi, « Hegemony Unravelling », *The New Left Review*, n° 32, mars-avril 2005, p. 50-80.

més dans chacun de ces cadres théoriques. Telle n'est pas son ambition. Elle a seulement pour objet de différencier l'approche de sociologie historique des relations internationales développée dans ce livre, qui étudie sur de longues périodes la formation de l'État impérial, l'imbrication des États-Unis dans l'ordre international du XIX^e siècle, et les sources matérielles et idéelles de l'expansionnisme américain. En adoptant une perspective analytique qui replace le contemporain dans un cadre historique et comparatif, il cherche à normaliser l'expérience américaine et à mettre en lumière la persistance de la *colonialité*¹, la manière dont les structures sociales et les représentations héritées du passé impérial occidental continuent de peser sur le présent. Comme l'écrit Walter Mignolo, « la colonialité [est tout simplement] l'envers inévitable de la "modernité", sa face sombre, comme celle de la lune que nous n'apercevons pas lorsque nous l'observons de la terre² ».

Cette étude, qui se veut donc une contribution en sociologie historique des relations internationales, porte un regard critique sur cette face sombre de la trajectoire historique de la politique internationale des États-Unis. Elle part de l'idée que, s'il n'y a jamais de continuités homogènes dans l'histoire, il n'existe jamais non plus de discontinuités totales puisque, comme le dit si bien Fernand Braudel, le passé « contamine » inévitablement le présent³. Si le présent ne résulte pas mécaniquement d'un

1. Nous employons cette expression dans le sens que lui donne Aníbal Quijano lorsqu'il parle des systèmes de domination et de contrôle et des représentations de l'altérité à l'ère moderne. Voir Aníbal Quijano, « Coloniality of Power and Eurocentrism in Latin America », *International Sociology*, vol. 15, n 2, 2000, p. 215-232.

2. Walter D. Mignolo, *Local Histories/Global Designs. Coloniality, Subaltern Knowledges, and Border Thinking*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 2000, p. 22.

3. Fernand Braudel, *La Dynamique du capitalisme*, Paris, Artaud, 1985. Voir aussi *Civilisation matérielle, Économie et Capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle*, Paris, Le Livre de Poche, 1993, 3 vol.

passé déterminant, les événements qui apparaissent souvent comme des ruptures se révèlent ancrés dans des façons de penser et des manières d'être héritées de l'histoire longue.

L'approche adoptée met donc l'accent sur l'inextricable interaction des dimensions idéelles et matérielles, dont on ne saurait faire des variables explicatives indépendantes de la construction du monde social. Ce faisant, elle dessine un tableau de l'ontogenèse de l'empire américain, en insistant sur la manière dont les représentations ont façonné et été façonnées par la longue expérience d'expansion qui est au cœur de la modernité américaine. Elle montre ainsi comment l'expansionnisme de l'après-Guerre froide, rendue possible par le déséquilibre induit par la fin de la bipolarité, remonte à une *causa remota*, la construction sur de longues périodes d'une identité impériale qui jusqu'ici ne s'est jamais démentie.

Les visions impériales qui se sont cristallisées à la fin du XX^e siècle étaient certes exceptionnelles de par leur intensité, mais elles n'avaient rien d'une aberration. Nous montrons dans cet ouvrage qu'elles étaient une manifestation particulière d'une *culture* expansionniste enracinée dans des courants profonds de l'histoire impériale transatlantique et américaine. Au cours d'une expansion territoriale et économique continue aux XIX^e et XX^e siècles, qui faisait partie intégrante du mouvement d'expansion impériale occidentale globale, les élites américaines ont, tout comme leurs homologues européennes, développé un imaginaire du devenir historique et de l'ordonnement du monde, une *cosmologie impériale*, naturalisant la hiérarchie et l'inégalité et posant la nécessité d'un centre disciplinaire de gravité et d'autorité.

Fondée sur des notions de supériorité culturelle et raciale alors communes à tous les États occidentaux, l'expansion au XIX^e siècle a nourri et été nourrie par un récit historique, qui convertissait la contingence en destin, et voyait l'histoire mondiale comme un procès ascendant de sélection et de succession impériales, des Anciens en passant par l'Europe jusqu'aux États-

RÉALISATION : NORD COMPO À VILLENEUVE D'ASCQ (NORD)
IMPRESSION : CPI FIRMIN-DIDOT À MESNIL SUR L'ESTRÉE (EURE)
DÉPÔT LÉGAL : NOVEMBRE 2011. N° 105769 ()
IMPRIMÉ EN FRANCE

